

gion, cofondateur d'un parti, l'UMP, dont il a tiré les ficelles, alors patron de la commission d'investiture... Maire, quatrième mandat, encore, comme un chiffre fétiche qui reviendra dans une biographie qu'il n'arrive pas à conclure.

Le voici pour de bon président de la Métropole à 76 ans, cette sorte de Graal personnel qui lui permet de faire mieux que Gaston Defferre, ombre tu-

L'hémicycle du Pharo va s'agrandir

Parmi les délibérations du premier véritable conseil métropolitain, jeudi, le choix du Pharo s'est confirmé pour accueillir le siège de l'institution. D'ici septembre, l'hémicycle qui servait jusque-là aux plénières de la communauté urbaine MPM va subir des aménagements pour passer de 200 à 240 places.

Ce qui correspond au nombre de conseillers métropolitains. En attendant ces modifications techniques, l'assemblée siègera comme avant-hier dans la salle située sous le palais. Et si celle-ci est occupée par un congrès, les séances prévues en avril pour le budget pourront se faire au parc Chanot.

les siens des ambitions là où il prônait la discrétion. "Beaucoup pensent qu'il suffit de se présenter pour gagner une élection, glisse-t-il. Ce n'est pas si facile, la roue tourne vite en politique". Il saura donc se souvenir de ceux qui l'ont contrarié. Sa succession approchant, il sera d'autant plus redoutable qu'il est désormais en roue libre.

François TONNEAU

LA PLAINE

L'enlèvement du mobilier urbain dégénère

"Mais c'est une table, une table !" Un jeune homme crie, incrédule, face aux policiers qui ont envahi la place Jean-Jaurès. Dans la cohue, personne ne l'écoute, personne ne l'entend.

La Plaine a vécu hier matin un improbable psychodrame quand une société, mandatée par la Ville, a tenté d'enlever les tables et bancs de bois, qui y avaient été fichés dans le sol, en décembre dernier, par l'Assemblée de la Plaine.

Une table ? Un symbole, en fait. Celui de l'opposition au projet de requalification de la place porté par la mairie, dans lequel ce collectif voit une tentative de gentrification d'un quartier populaire. Hier matin, alertés, des voisins, des passants, ont spontanément tenté de s'opposer à l'enlèvement du mobilier.

"Une classique résistance passive", juge Nicolas, qui y était. "Les gens se sont juste assis sur la table, il n'y a eu aucun geste violent de leur part". Photographe à Fokus 21, Pascal le confirme : "Il y avait là des personnes âgées, un enfant". Et beaucoup, beaucoup de policiers aussi : "On en a compté 70", assurent ces deux témoins directs.

C'est d'abord la police municipale qui a été dépêchée sur place. Sur une vidéo amateur, présentée sur laprovence.com, on voit ses agents peiner à arracher les habitants au mobilier urbain. Puis un policier sortit une bombe lacrymogène et en asper-



À 9 h 30, une douzaine de personnes s'accroche au mobilier urbain pour en empêcher l'enlèvement. La police municipale a riposté, avant que la police nationale n'évacue le mobilier. / PHOTO FOKUS 21

ger copieusement, au plus près, les récalcitrants. "Les agents ont été dépassés", jette Pascal pour qui cette réaction a été "disproportionnée, ridicule. On parle d'une table, quoi !" "Cette vidéo ne montre qu'un instant T, rétorque Caroline Pozmentier, adjointe LR à la sécurité. Nos caméras de vidéosurveillance démontreront que certains individus ont eu un comportement violent". Appelée en renfort, la police nationale a interpellé deux personnes et... procédé elle-même à l'enlèvement du mobilier.

Une table ? Non, pour la Ville, c'est bien aussi un symbole auquel il s'agissait de répondre.

Celui "d'individus qui ont la volonté manifeste de s'accaparer l'espace public, par tous les moyens, lâche Caroline Pozmentier. Des riverains se sont plaints de ce spectacle odieux".

À ses yeux, l'intervention policière n'est que la "réponse à une provocation, un frein à l'action publique". Elle évoque ainsi le carnaval qui s'est tenu dimanche dans les rues du quartier "sans autorisation. Un certain nombre d'individus, ici, créent un sentiment d'insécurité", estime l'adjointe. Rue d'Aubagne, des participants au cortège avaient "bombé" des caméras de vidéosurveillance ce qui

avait donné lieu, déjà, à une intervention policière et à deux arrestations.

Hier, pour réclamer "la restitution du mobilier enlevé", des habitants se sont rendus à la mairie des 4^e et 5^e arrondissements. À l'intérieur, ils se sont emparés, "façon pied de nez, de tables et de chaises en remplacement". Une nouvelle fois, la police est intervenue. Quant aux deux personnes interpellées le matin, elles ont été libérées à la mi-journée.

Delphine TANGUY

Sur laprovence.com, retrouvez la vidéo et notre diaporama.